ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 25 février 1950, d'une demande d'avis sur un projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance, a donné en sa séance du 20 mars 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25e Februari 1950 door de Voorzitter der Kamer der Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een wetsontwerp betreffende de classificatie van de rechtbanken van eerste aanleg, heeft ter zitting van 20 Maart 1950 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet de substituer à la classification actuelle des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce, une classification ayant pour base la population du ressort de chaque tribunal.

Le projet prévoit, en conséquence, les modifications qui doivent être faites à divers textes des lois sur l'organisation judiciaire et sur les traitements des membres de l'ordre judiciaire.

I.

Le projet a omis de prévoir l'abrogation de diverses dispositions que le Conseil d'Etat mentionne ci-après.

II.

L'article 8 du projet dispose que :

" L'augmentation ou la diminution de la population d'un ressort judiciaire n'auront d'effet, pour l'application de la présente loi, qu'à partir de la publication au Moniteur belge de l'arrêté royal déterminant annuellement la population de chaque canton judiciaire.".

./...

Cette disposition a une incidence sur la loi relative aux traitements des magistrats de l'ordre judiciaire et des greffiers ainsi que sur l'article 64 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, qui prévoit notamment que "dans les tribunaux de commerce de 1ère classe il peut y avoir un ou plusieurs premiers référendaires adjoints".

Cet article 8 soulève trois problèmes.

A. Quelle sera la situation des membres de l'ordre judiciaire qui, à la date de la mise en vigueur de la présente loi, bénéficient d'un traitement attribué dans les juridictions dont le ressort compte 500.000 habitants au moins, si leur tribunal est classé parmi ceux dont le ressort n'atteint pas ce nombre ?

L'article 9 du projet dispose, à titre transitoire, que ces magistrats conservent ce traitement à titre personnel malgré le déclassement éventuel de leur tribunal et sans tenir compte de la date de ce déclassement.

B. Par contre, quelle sera la situation des membres de l'ordre judiciaire nommés après l'entrée en vigueur de la loi dans un tribunal dont le ressort est de plus de 500.000 habitants et qui, par suite de la diminution de la population, subira un déclassement ? Ces magistrats conserveront-ils également leur traitement antérieur à titre personnel ?

Le projet ne résoud pas la question. A raison de ce silence il y aurait donc, pour les magistrats, deux régimes de traitement suivant qu'ils ont été nommés avant ou après la mise en vigueur de la loi.

Le Conseil d'Etat présume que la commission de la Chambre des Représentants n'a pas eu l'intention de s'écarter d'une tradition constante qui conserve aux magistrats le bénéfice des situations acquises.

Cette tradition a été notamment consacrée par la loi du 25 novembre 1889 : une disposition insérée au tableau B annexé à cette loi a prévu que "lorsqu'une justice de paix sera rangée dans une classe inférieure à celle à laquelle elle aura appartenu, le juge de paix et le greffier conserveront, à titre personnel, le traitement de la classe supérieure".

Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, d'ajouter un second alinéa à l'article 8 du projet.

6. Quelle sera la situation du premier référendaire adjoint dont la fonction est prévue par l'article 64 de la loi du 18 juin 1869 dans les seuls tribunaux de commerce de première classe lorsque, par suite de la diminution de la population, son tribunal deviendra un tribunal dont le ressort a moins de 500.000 habitants ? Redeviendra-t-il référendaire adjoint avec diminution de traitement correspondante ?

A titre transitoire, selon l'article 9 du projet, le premier référendaire adjoint conservera son traitement. Il n'y a pas de doute que l'intention de la commission de la Chambre des Représentants a été de lui maintenir également son titre.

A titre définitif, la même solution s'impose pour l'avenir par les considérations exposées sous le littéra B.

+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, le texte ci-après :

./....

Premier texte.

PROJET DE LOI RELATIF A LA CLASSIFICATION DES TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE ET DES TRIBUNAUX DE COMMERCE.

Article 1er.-

La division en classes des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce est supprimée.

Article 2.-

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, réimprimée en vertu de l'arrêté royal du 22 février 1892:

1° dans l'article 16, les mots "la classe" sont supprimés;

2° dans l'article 64, alinéa 2, modifié par la loi du 3 janvier 1925, les mots "Dans les tribunaux de commerce de première classe" sont remplacés par les mots "Dans les tribunaux de commerce dont le ressort compte une population de 500.000 habitants au moins";

3° dans l'article 152, alinéa 2, modifié par la loi du 31 juillet 1920, les mots "de première et de seconde classe" sont supprimés;

4° les dispositions relatives à la classe des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce, figurant parmi les tableaux annexés, sont abrogées.

Article 3.-

Dans l'article 2 de la loi du 25 novembre 1889 portant réorganisation des traitements des juges de paix et des greffiers et suppression de leurs émoluments et établissant des droits de greffe au profit de l'Etat, les mots "Les tribunaux de première instance, les tribunaux de commerce et" sont supprimés.

Article 4.-

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 14 août 1947 concernant les traitements des

magistrats de l'ordre judiciaire et les traitements des greffiers des cours, tribunaux et justices de paix :

1° dans l'article 1er et dans l'article 6 modifiés par la loi du 1er juin 1949, les mots "Tribunaux de première instance (1re classe)", "Tribunaux de première instance (2e et 3e classe)", "Tribunaux de commerce 1re classe" et "Tribunaux de commerce 2e et 3e classe"sont remplacés respectivement par les mots "Tribunaux de première instance dont le ressort compte une population de 500.000 habitants au moins", "Tribunaux de première instance dont le ressort ne compte pas une population de 500.000 habitants au moins", "Tribunaux de commerce dont le ressort compte une population de 500.000 habitants au moins" et "Tribunaux de commerce dont le ressort ne compte pas une population de 500.000 habitants au moins";

2° dans l'article 2, les mots "1re classe" et "2e et 3e classe" sont remplacés respectivement par les mots "Tribunaux dont le ressort compte une population de 500.000 habitants au moins" et "Tribunaux dont le ressort ne compte pas une population de 500.000 habitants au moins";

3° l'article 8, modifié par la loi du 1er juin 1949, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 8. Des suppléments de traitement sont alloués :

1° aux greffiers des tribunaux de première instance, greffiers surnuméraires, greffiers à titre personnel et commis de greffe chargés par ordonnance du président du tribunal d'assister le juge d'instruction;

2° dans les tribunaux de commerce dont le ressort compte une population de 500.000 habitants au moins, aux greffiers désignés comme greffiers dirigeants par le président.

Les suppléments sont de 4.500 francs pour les greffiers d'instruction des tribunaux de première instance dont le ressort compte une population de 500.000 habitants au moins, de 3.000 francs pour ceux des

tribunaux de première instance dont le ressort ne compte pas une population de 500.000 habitants au moins, et de 12.000 francs pour les greffiers dirigeants des tribunaux de commerce dont le ressort compte une population de 500.000 habitants au moins".

Article 5.-

L'augmentation ou la diminution de la population d'un ressort judiciaire n'aura d'effet, pour l'application de la présente loi, qu'à partir de la publication au Moniteur belge de l'arrêté royal déterminant annuellement la population de chaque canton judiciaire.

Toutefois, la diminution de la population du ressort d'un tribunal de première instance ou d'un tribunal de commerce n'affectera en rien la situation des magistrats et greffiers déjà nommés qui conserveront leurs titres et leurs traitements.

Article 6.-

Sont abrogés :

1° la loi du 30 mai 1894 élevant à la deuxième classe le Tribunal de première instance de Hasselt;

2° l'article 3, dernier alinéa, de la loi du 18 août 1907 augmentant le personnel de certains tribunaux et créant une nouvelle place de président de chambre à la Cour d'appel de Bruxelles;

3° l'article 2, alinéa 1er, de la loi du 12 août 1911 augmentant le personnel des Tribunaux de première instance de Charleroi, de Mons, de Bruges, d'Anvers, de Malines, de Termonde et élevant le Tribunal de première instance de Charleroi à la première classe;

4° la loi du 25 octobre 1919 élevant le Tribunal de commerce de Liège à la première classe;

5° les articles 4 et 6 de la loi du 29 mars 1929 apportant des modifications à l'organisation judiciaire.

Article 7.-

Les magistrats et les greffiers qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, portent un titre

ou bénéficient d'un traitement attribués dans les juridictions dont le ressort compte 500.000 habitants au moins, conservent ce titre et ce traitement à titre personnel.

+

+ +

Il résulte de ce qui précède que le projet, loin de supprimer la classification des tribunaux de première instance et de commerce, ne fait que remplacer la classification existante par une distinction nouvelle fondée sur un critérium objectif, celui de la population du ressort.

C'est déjà d'après la même distinction que le législateur de 1889 a défini la classification des justices de paix.

Le Conseil d'Etat estime, dès lors, que le but voulu par la commission de la Chambre pourrait être atteint d'une manière plus simple, en s'inspirant de ce précédent. Il propose à cette fin le texte suivant :

Second texte.

PROJET DE LOI RELATIF A LA CLASSIFICATION DES TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE ET DES TRIBUNAUX DE COMMERCE.

Article 1er.-

Dans le tableau B, annexé à la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire réimprimée en vertu de l'arrêté royal du 22 février 1892, les dispositions déterminant les classes des tribunaux de première instance et les classes des tribunaux de commerce sont remplacées par les dispositions suivantes :

./...

"CLASSES DES TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE ET DES TRIBUNAUX DE COMMERCE.

La première classe comprend les tribunaux de première instance et les tribunaux de commerce dont le ressort comprend au moins 500.000 habitants.

La deuxième classe comprend les tribunaux de première instance et les tribunaux de commerce dont le ressort comprend moins de 500.000 habitants.

Un arrêté royal déterminera annuellement la population de chaque ressort, en prenant pour base le nombre des habitants à la date du 31 décembre précédent.

Les changements de classification n'auront d'effet qu'à partir de la publication de l'arrêté royal au Moniteur.

Cette publication aura lieu dans les six premiers mois de l'année.

Toutefois, lorsqu'un tribunal sera rangé dans une classe inférieure à celle à laquelle il aura appartenu, les magistrats et greffiers conserveront, à titre personnel, le titre et le traitement de la classe supérieure.".

Article 2.-

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 14 août 1947 concernant les traitements des magistrats de l'ordre judiciaire et les traitements des greffiers des cours, tribunaux et justices de paix, modifiée par les lois du 1er juin 1949 et du 10 mars 1950 :

1° dans l'article 1er et dans l'article 6,

a) les mots "Tribunaux de première instance (2e et 3e classe)" ou "Tribunal de première instance (2e et 3e classe)" sont remplacés par les mots :"Tribunaux de première instance (2e classe)";

./....

b) les mots "Tribunaux de commerce 2e et 3e classe" ou "Tribunal de commerce(2e et 3e classe)" sont remplacés par les mots : "Tribunaux de commerce (2e classe)";

2° dans l'article 2 et l'article 8, les mots : "2e et 3e classe" sont remplacés par les mots : "2e classe".

Article 3.-

Sont abrogés :

1° la loi du 30 mai 1894 élevant à la deuxième classe le Tribunal de première instance de Hasselt;

2° l'article 3, dernier alinéa, de la loi du 18 août 1907 augmentant le personnel de certains tribunaux et créant une nouvelle place de président de chambre à la Cour d'appel de Bruxelles;

3° l'article 2, alinéa 1er, de la loi du 12 août 1911 augmentant le personnel des Tribunaux de première instance de Charleroi, de Mons, de Bruges, d'Anvers, de Malines, de Termonde et élevant le Tribunal de première instance de Charleroi à la première classe;

4° la loi du 25 octobre 1919 élevant le Tribunal de commerce de Liège à la première classe;

5° les articles 4 et 6 de la loi du 29 mars 1929 apportant des modifications à l'organisation judiciaire.

Het ontwerp strekt er toe de tegenwoordige classificatie van de rechtbanken van eerste aanleg en van de rechtbanken van koophandel te vervangen door een classificatie waarbij het bevolkingscijfer in het gebied van elke rechtbank tot grondslag wordt genomen.

Het ontwerp bepaalt dan ook de wijzigingen die in de tekst van de verschillende wetten op de rechterlijke inrichting en op de wedden der leden van de rechterlijke orde moeten worden aangebracht.

I.

Verschillende bepalingen welke de Raad van State hier na vermeldt, werden bij het ontwerp niet opgeheven.

II.

Artikel 8 van het ontwerp bepaalt :
"De vermeerdering of de vermindering van de bevolking van een rechtsgebied hebben, voor de toepassing van deze wet, slechts uitwerking van af de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van het koninklijk besluit dat jaarlijks de bevolking van ieder rechterlijk kanton bepaalt.".

Deze bepaling heeft haar weerslag op de wet betreffende de wedden van de magistraten der rechterlijke orde en van de griffiers,alsmede op artikel 64 van de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting waarin namelijk is gezegd dat er "bij de handelsrechtbanken der eerste klasse één of meer eerste toegevoegde referendarissen kunnen zijn".

Bij dit artikel 8 doen zich drie problemen voor.

A. Hoe wordt de toestand van de leden der rechterlijke orde die, de dag waarop deze wet in werking treedt, een wedde genieten welke wordt toegekend in de gerechten met een gebied dat ten minste 500.000 inwoners telt, indien hun rechtbank onder die wordt gerangschikt waarvan het gebied dit getal niet bereikt?

Artikel 9 van het ontwerp bepaalt, bij wijze van overgangsmaatregel, dat deze magistraten persoonlijk hun wedde behouden, niettegenstaande hun rechtbank in een lagere klasse valt en zonder dat met de datum dezer verlaging rekening wordt gehouden.

B. Welke wordt integendeel de toestand van de leden der rechterlijke orde die na de inwerkingtreding van de wet worden benoemd in een rechtbank waarvan het gebied meer dan 500.000 inwoners telt en welke, ingevolge de vermindering van het bevolkingscijfer, in een lagere klasse wordt gerangschikt? Behouden eveneens deze magistraten persoonlijk hun vroegere wedde?

Het ontwerp lost deze vraag niet op. Uit dit zwijgen zou men opmaken dat voor de magistraten een verschillend weddestelsel bestaat, naargelang zij vóór of na het in werking treden van de wet zijn benoemd.

De Raad van State vermoedt dat de Commissie van de Kamer der Volksvertegenwoordigers niet de bedoeling heeft gehad af te wijken van een vaste traditie volgens welke de magistraten de door hen verkregen toestand behouden.

Deze traditie werd namelijk door de wet van 25 November 1889 bekrachtigd: een bepaling, vermeld in de bij deze wet gevoegde tabel B, luidt immers: "wanneer een vredegerecht wordt gerangschikt in een lagere klas dan die waartoe het behoorde, blijven de vrederechter en de griffier, ten persoonlijken titel, de jaarwedde van de hogere klasse behouden ".

De Raad van State stelt dan ook voor, een tweede lid aan artikel 8 van het ontwerp toe te voegen.

C. Welke zal de toestand zijn van de eerste toegevoegde referendaris, wiens ambt krachtens artikel 64 van de wet van 18 Juni 1869 alleen bij de rechtbanken van koophandel der eerste klasse bestaat, wanneer zijn rechtbank, ingevolge het verminderen van de bevolking, een rechtbank wordt met een gebied van minder dan 500.000 inwoners? Wordt hij opnieuw toegevoegde referendaris en zijn wedde dienovereenkomstig verminderd?

.../...

Bij overgangsmaatregel blijft, volgens artikel 9 van het ontwerp, de eerste toegevoegde referendaris zijn wedde behouden. Het lijdt geen twijfel dat, volgens de bedoeling van de Commissie van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, hij eveneens zijn titel behoudt.

Als definitieve oplossing is, gelet op de overwegingen onder littera B, dezelfde regeling voor de toekomst geboden.

\+

\+ \+

De Raad van State stelt derhalve de volgende tekst voor :

Eerste tekst :

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE CLASSIFICATIE DER RECHTBANKEN VAN EERSTE AANLEG EN DER RECHTBANKEN VAN KOOPHANDEL.

Artikel 1.-

De indeling der rechtbanken van eerste aanleg en der rechtbanken van koophandel in klassen wordt afgeschaft.

Artikel 2.-

In de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting, herdrukt krachtens het koninklijk besluit van 22 Februari 1892, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 16, vallen de woorden "1a classe" weg;

2° in artikel 64, lid 2, gewijzigd bij de wet van 3 Januari 1925, worden de woorden "bij de handelsrechtbanken der eerste klasse" vervangen door de woorden "bij de rechtbanken van koophandel waarvan het gebied ten minste 500.000 inwoners telt";

../...

3° in artikel 152, lid 2, gewijzigd bij de wet van 31 Juli 1920, vallen de woorden "der eerste en der tweede klasse" weg;

4° de bepalingen betreffende de klasse der rechtbanken van eerste aanleg en der rechtbanken van koophandel, die in de bijgevoegde tabellen voorkomen, worden opgeheven.

Artikel 3.-

In artikel 2 van de wet van 25 November 1889 waarbij de jaarwedden der vrederechters en der griffiers herzien, hunne emolumenten afgeschaft en griffierechten ten bate van de Staat ingesteld worden, vallen de woorden "Les tribunaux de première instance, les tribunaux de commerce et" weg.

Artikel 4.-

In de wet van 14 Augustus 1947 betreffende de wedden van de magistraten der rechterlijke macht en de wedden van de griffiers der hoven, rechtbanken en vredegerechten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 1 en in artikel 6, zoals zij zijn gewijzigd bij de wet van 1 Juni 1949, worden de woorden "Rechtbanken van eerste aanleg (1ste klasse)", "Rechtbanken van eerste aanleg (2de en 3de klasse)", "Rechtbanken van koophandel 1ste klasse" en "Rechtbanken van koophandel 2de en 3de klasse" onderscheidenlijk vervangen door de woorden "Rechtbanken van eerste aanleg waarvan het gebied 500.000 inwoners ten minste telt", "Rechtbanken van eerste aanleg waarvan het gebied geen 500.000 inwoners ten minste telt", "Rechtbanken van koophandel waarvan het gebied 500.000 inwoners ten minste telt", "Rechtbanken van koophandel waarvan het gebied geen 500.000 inwoners ten minste telt";

2° in artikel 2, worden de woorden "1ste klasse" en "2de en 3de klasse" onderscheidenlijk vervangen door de woorden "Rechtbanken waarvan het gebied 500.000 inwoners ten minste telt" en "Rechtbanken waarvan het gebied geen 500.000 inwoners ten minste telt";

.../...

3° artikel 8, gewijzigd bij de wet van 1 Juni 1949, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 8. Weddetoeslagen worden toegekend :

1° aan de griffiers bij de rechtbanken van eerste aanleg, boventallige griffiers, griffiers titulair en griffieklerken die bij bevelschrift van de voorzitter der rechtbank gelast worden de onderzoeksrechter bij te staan;

2° bij de rechtbanken van koophandel waarvan het gebied 500.000 inwoners ten minste telt, aan de griffiers die de voorzitter als leidende griffiers heeft aangesteld.

Deze toeslagen bedragen 4.500 frank voor de onderzoeksgriffiers bij de rechtbanken van eerste aanleg waarvan het gebied 500.000 inwoners ten minste telt, 3.000 frank voor die bij de rechtbanken van eerste aanleg waarvan het gebied geen 500.000 inwoners ten minste telt, en 12.000 frank voor de leidende griffiers bij de rechtbanken van koophandel waarvan het gebied ten minste 500.000 inwoners telt.".

Artikel 5.-

Voor de toepassing van deze wet, heeft de vermeerdering of de vermindering der bevolking van een rechtsgebied maar uitwerking vanaf de dag waarop het koninklijk besluit, dat jaarlijks de bevolking van ieder rechterlijk kanton bepaalt, in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

De vermindering der bevolking van het gebied van een rechtbank van eerste aanleg of van een rechtbank van koophandel oefent echter generlei invloed op de toestand van de reeds benoemde magistraten en griffiers, die hun titel en hun wedde zullen behouden.

.../...

Artikel 6.-

Zijn opgeheven :

1° de wet van 30 Mei 1894 tot verhoging der Rechtbank van eerste aanleg te Hasselt tot de tweede klasse;

2° artikel 3, laatste lid, van de wet van 18 Augustus 1907 tot vermeerdering van het personeel van enkele rechtbanken en tot instelling van een nieuwe plaats van kamervoorzitter in het Hof van beroep te Brussel;

3° artikel 2, eerste lid, van de wet van 12 Augustus 1911 tot vermeerdering van het personeel der Rechtbanken van eerste aanleg te Charleroi, Bergen, Brugge, Antwerpen, Mechelen, Dendermonde, en tot verheffing der Rechtbank van eerste aanleg te Charleroi tot de eerste klasse;

4° de wet van 25 October 1919 waarbij de Rechtbank van koophandel te Luik tot de eerste klasse wordt verheven;

5° de artikelen 4 en 6 van de wet van 29 Maart 1929 waarbij wijzigingen worden gebracht aan de rechterlijke inrichtin

Artikel 7.-

De magistraten en de griffiers die, de dag waarop deze wet in werking treedt, een titel voeren of een wedde genieten welke zijn toegekend in de gerechten waarvan het gebied 500.000 inwoners ten minste telt, behouden persoonlijk deze titel en deze wedde.

\+

\+ \+

Uit wat voorafgaat, volgt dat het ontwerp de classificatie der rechtbanken van eerste aanleg en van koophandel geenszins afschaft, doch de bestaande classificatie vervangt door een nieuw onderscheid gegrond op een objectief criterium: de bevolking van het rechtsgebied.

.../...

Hetzelfde onderscheid nam de wetgever van 1889 reeds tot grondslag bij het vaststellen van de classificatie der vredegerechten.

De Raad van State oordeelt, derhalve, dat het doel door de Commissie der Kamer beoogd op een eenvoudiger wijze kan worden bereikt, door dit precedent als voorbeeld te nemen. Hij stelt daartoe de hierna volgende tekst voor :

Tweede tekst.

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE CLASSIFICATIE DER RECHTBANKEN VAN EERSTE AANLEG EN DER RECHTBANKEN VAN KOOPHANDEL.

Artikel 1.-

In de tabel B, gevoegd bij de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting, herdrukt krachtens het koninklijk besluit van 22 Februari 1892, worden de bepalingen tot vaststelling van de klassen der rechtbanken van eerste aanleg en van de klassen der rechtbanken van koophandel door de volgende bepalingen vervangen :

"KLASSEN DER RECHTBANKEN VAN EERSTE AANLEG EN DER RECHTBANKEN VAN KOOPHANDEL.

Tot de eerste klasse behoren de rechtbanken van eerste aanleg en de rechtbanken van koophandel waarvan het gebied 500.000 inwoners ten minste telt.

Tot de tweede klasse behoren de rechtbanken van eerste aanleg en de rechtbanken van koophandel waarvan het gebied minder dan 500.000 inwoners telt.

Een koninklijk besluit bepaalt jaarlijks de bevolking van ieder rechtsgebied en neemt tot grondslag het getal inwoners op 31 December van het vorig jaar.

.../...

De veranderingen in de classificatie hebben maar uitwerking vanaf de bekendmaking van het koninklijk besluit in het Staatsblad.

Deze bekendmaking geschiedt binnen de eerste zes maanden van het jaar.

Indien een rechtbank echter in een lagere klasse wordt gerangschikt dan die waartoe zij behoorde, behouden de magistraten en de griffiers persoonlijk de titel en de wedde van de hogere klasse.".

Artikel 2.-

In de wet van 14 Augustus 1947 betreffende de wedden van de magistraten der rechterlijke macht en de wedden van de griffiers der hoven, rechtbanken en vredegerechten, gewijzigd bij de wetten van 1 Juni 1949 en van 10 Maart 1950, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 1 en in artikel 6:
   a) worden de woorden "Rechtbanken van eerste aanleg (2de en 3de klasse)" of "Rechtbank van eerste aanleg (2de en 3de klasse)" vervangen door de woorden "Rechtbanken van eerste aanleg (2de klasse)";
   b) worden de woorden "Rechtbanken van koophandel 2de en 3de klasse" of "Rechtbank van koophandel (2de en 3de klasse)" vervangen door de woorden: "Rechtbanken van koophandel (2de klasse)";

2° in artikel 2 en artikel 8, worden de woorden : "2de en 3de klasse" vervangen door de woorden: "2de klasse".

Artikel 3.-

Zijn opgeheven :

1° de wet van 30 Mei 1894 tot verhoging der Rechtbank van eerste aanleg te Hasselt tot de tweede klasse;

.../....

2° artikel 3, laatste lid, van de wet van 18 Augustus 1907 tot vermeerdering van het personeel van enkele rechtbanken en tot instelling van een nieuwe plaats van kamervoorzitter in het Hof van beroep te Brussel;

3° artikel 2, eerste lid, van de wet van 12 Augustus 1911 tot vermeerdering van het personeel der Rechtbanken van eerste aanleg te Charleroi, Bergen, Brugge, Antwerpen, Mechelen, Dendermonde, en tot verheffing der Rechtbank van eerste aanleg te Charleroi tot de eerste klasse;

4° de wet van 25 October 1919 waarbij de Rechtbank van koophandel te Luik tot de eerste klasse wordt verheven;

5° de artikelen 4 en 6 van de wet van 29 Maart 1929 waarbij wijzigingen worden gebracht aan de rechterlijke inrichting

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation
G. DOR, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le
uitgifte afgeleverd aan de H.
Président de la Chambre des Représentants.
Voorzitter der Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Le avril 1950.
De April 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,
De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.